

Chronique irrégulière...

...des jours de macronavirus

Numéro 125, Lundi 18 octobre 2021

Massacres coloniaux d'octobre 1961, à Paris : Macron et la Ve République ne sont pas quittes !

Aucun geste, mais des gesticulations médiatiques. Aucun mot prononcé, mais des pantomimes écœurantes et des communiqués aux expressions euphémisantes pour solde de tout compte des massacres policiers racistes de l'automne 1961, à Paris.

Les recueils officiels, tant au pont de Bezons – pour l'actuel locataire du Palais de l'Élysée – le samedi 16 octobre, qu'au pont Saint-Michel – pour le lointain successeur du préfet de police Papon – le matin du dimanche 17 octobre 2021, seront finalement les seules « concessions » plus que minimalistes accordées par ce pouvoir aux victimes et familles de victimes de la nuit d'horreur du 17 octobre 1961.

Alors que les milliers de manifestant.es de ce dimanche de commémoration du 60^e anniversaire, exigeaient la reconnaissance du Crime d'État et réclamaient l'ouverture de toutes les archives, à Paris comme à Alger, ils/elles étaient bloquées place du Châtelet par un important dispositif policier les empêchant de franchir le pont Saint-Michel. Seules des délégations auront eu la possibilité de franchir, au compte-goutte, les cordons de flics.

Le préfet Lallement « *qui ne laissera pas salir la police* », a dû, sur ordre de son mentor élyséen, se mettre au garde à vous « *à la mémoire des morts du 17 octobre 1961* ». Sans que l'on sache de quels morts il s'agit et par qui ces assassinats et ces massacres ont été commis. Exercice certainement très difficile pour celui qui ne manque pas une occasion d'écraser une larme au souvenir des « hauts faits des grands anciens » de la police parisienne. Ces « grands anciens de la P.P. » qui, par milliers, n'ont pas rechigné, dans la soirée et la nuit du 17 octobre 1961, à assommer, mutiler, briser les membres, noyer, torturer, dépouiller et mitrailler des manifestants pacifiques. Comme ils n'avaient pas non plus rechigné à rafler les Juifs entre 1941 et 1944 et à faire la chasse aux résistants.

Aucune avancée notable pour sortir du déni, si ce n'est l'affirmation que « *les crimes commis sous l'autorité de Maurice Papon sont inexcusables* », ce qui permet de faire l'heureuse économie des excuses et d'utiliser un fusible bien pratique, déjà condamné par la justice pour d'autres crimes contre l'humanité, commis sous le gouvernement de Vichy, évitant ainsi de mettre en cause les plus hautes autorités de l'État de ces premières années de la Ve République.

Les donneurs d'ordre ne seront pas nommés. Le Crime d'État ne sera pas reconnu. Le déchaînement raciste des forces de l'ordre ne sera pas condamné. Le libre accès aux archives ne sera pas garanti. Aucun lieu de mémoire ne sera mis en chantier par la République.

Cette date ronde de l'anniversaire du massacre d'État du 17 octobre n'aura donc rien apporté de vraiment nouveau, sauf un théâtre d'ombre insupportable et méprisant, marque de fabrique du pouvoir macronien.

Qui plus est, en ne dénonçant pas les exactions criminelles des hordes policières du 17 octobre, le pouvoir continu de couvrir ces terribles agissements et les milliers de policiers et gendarmes qui les ont commis. Ce faisant, il légitime les comportements néo-coloniaux actuels dans les quartiers : contrôles au faciès, harcèlement de la population, violences illégitimes et homicides.

Les exigences de vérité et de justice demeurent plus que jamais à l'ordre du jour.

Philippe Rajsfus

Association des Ami.e.s de Maurice Rajsfus
MJC des Hauts de Belleville

Projection/débat du film de Daniel Kupferstein :
17 octobre 1961. Dissimulation d'un massacre

Précédée de lectures de textes de **Jean-Luc Einaudi**,
Elie Kagan, **Maurice Rajsfus** et **Leila Sebbar**.



Mercredi 20 octobre 2021
Ouverture des portes à 19 heures

Entrée libre, dans la limite des places disponibles
et dans le respect des règles sanitaires en vigueur.

MJC des Hauts de Belleville
43, rue du Borrégo – 75020 Paris
Tel : 01 43 64 68 13
Contact@assohdb.fr